

**Art. 2.** Dans l'article 2<sup>ter</sup> du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 31 juillet 2004 et modifié par les arrêtés royaux du 12 avril 2005 et du 5 avril 2006, les mots « pour l'année 2006 » sont remplacés par les mots « pour l'année 2007 ».

**Art. 3.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2007.

**Art. 4.** Notre Ministre des Classes moyennes est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 9 avril 2007.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Classes moyennes,  
Mme S. LARUELLE

**Art. 2.** In artikel 2<sup>ter</sup> van hetzelfde besluit, ingevoegd bij koninklijk besluit van 31 juli 2004 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 12 april 2005 en 5 april 2006, worden de woorden « voor het jaar 2006 » vervangen door de woorden « voor het jaar 2007 ».

**Art. 3.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2007.

**Art. 4.** Onze Minister van Middenstand is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, op 9 april 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Middenstand,  
Mevr. S. LARUELLE

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,  
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

F. 2007 — 1631

[C — 2007/11129]

20 MARS 2007. — Arrêté royal portant exécution de l'article 27bis de l'arrêté royal n° 43 du 15 décembre 1934 relatif au contrôle des sociétés de capitalisation

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal à l'examen porte exécution de l'article 27bis de l'arrêté royal n° 43 relatif au contrôle des sociétés de capitalisation.

Les sociétés de capitalisation sont des entreprises habilitées à faire appel public à l'épargne. Celle-ci prend la forme d'une prime unique ou périodique et est remboursée avec intérêts capitalisés au terme d'une période fixée.

Outre les sociétés de capitalisation autorisées en vertu de l'arrêté royal n° 43, peuvent actuellement exercer des activités de capitalisation les établissements de crédit et les entreprises d'assurances agréées pour pratiquer la branche 26. Lorsque les opérations de capitalisation sont effectuées par des établissements de crédit ou des entreprises d'assurances, ces opérations sont régies par la législation sectorielle applicable.

Les sociétés de capitalisation autorisées en vertu de l'arrêté royal n° 43 sont soumises à un statut de contrôle limité. Il y a lieu de constater que ce statut ne répond plus aux exigences d'un contrôle moderne et adéquat.

L'article 141 de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit a introduit un article 27bis dans l'arrêté royal n° 43. En application de cet article, l'ancien Office de Contrôle des Assurances n'a, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1993, plus accordé de nouvelle autorisation conformément au chapitre 1er de l'arrêté n° 43.

Les entreprises qui étaient autorisées à la date précitée restaient régies par l'arrêté n° 43 du 15 décembre 1934 et par l'arrêté royal du 12 mai 1938 portant règlement général du contrôle des sociétés de capitalisation. Actuellement, deux entreprises exercent encore des activités sur le marché belge en tant que sociétés de capitalisation.

L'article 27bis stipule en outre que le Roi peut, après avoir pris l'avis de la Commission bancaire, financière et des assurances, prendre les dispositions transitoires nécessaires, en vue de permettre l'adoption, par les entreprises de capitalisation autorisées au 1<sup>er</sup> janvier 1993, d'un statut d'établissement de crédit ou d'entreprise d'assurances.

Vu les problèmes réglementaires et pratiques que pourrait engendrer l'adoption d'un tel statut, le Roi a été habilité à prendre les mesures complémentaires nécessaires à cet effet, dans le respect de la législation européenne en vigueur à ce moment et transposée en droit belge.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

N. 2007 — 1631

[C — 2007/11129]

20 MAART 2007. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 27bis van het koninklijk besluit nr. 43 van 15 december 1934 betreffende de controle op de kapitalisatieondernemingen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Met het voorliggend koninklijk besluit wordt artikel 27bis van het koninklijk besluit nr. 43 betreffende de controle op de kapitalisatieondernemingen ten uitvoer gelegd.

Kapitalisatieondernemingen zijn ondernemingen die onder de vorm van een eenmalige of een periodieke premie gelden uit het publiek kunnen aantrekken die met gekapitaliseerde interest na een vastgestelde periode worden terugbetaald.

Behalve door kapitalisatieondernemingen met een toelating overeenkomstig het koninklijk besluit nr. 43, is het uitoefenen van kapitalisatieverrichtingen op dit ogenblik ook mogelijk door kredietinstellingen en door verzekeringsondernemingen met de toelating voor tak 26. Wanneer de kapitalisatieverrichtingen gebeuren door kredietinstellingen of verzekeringsondernemingen, vallen ze onder de geldende sectorale wetgeving.

De kapitalisatieondernemingen met toelating overeenkomstig het koninklijk besluit nr. 43 zijn aan een beperkt controlestatuut onderworpen. Men moet vaststellen dat een dergelijk statuut niet meer beantwoordt aan de vereisten van een modern, adequaat toezicht.

Artikel 141 van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen heeft in het koninklijk besluit nr. 43 een nieuw artikel 27bis ingevoegd. In toepassing van dit artikel werden met ingang van 1 januari 1993 door de toenmalige Controledienst voor de Verzekeringen geen nieuwe toelatingen meer verleend in de zin van Hoofdstuk I van het koninklijk besluit nr. 43.

Voor de ondernemingen die op deze datum een toelating bezaten, bleef het koninklijk besluit nr. 43 van 15 december 1934, samen met het koninklijk besluit van 12 mei 1938 tot vaststelling van een algemeen reglement betreffende de controle op de kapitalisatieondernemingen, van toepassing. Op dit ogenblik zijn nog twee ondernemingen als kapitalisatieonderneming actief op de Belgische markt.

Artikel 27bis bepaalt verder dat, na het advies van de Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen te hebben ingewonnen, de Koning alle nodige overgangsmaatregelen kan treffen om de op 1 januari 1993 toegelaten kapitalisatieondernemingen in staat te stellen een statuut te kiezen als kredietinstelling of verzekeringsonderneming.

Aangezien een dergelijke overstap voor reglementaire en praktische problemen zou kunnen zorgen, werd de Koning gemachtigd daarvoor de nodige bijkomende maatregelen te treffen, zij het met naleving van de op dat ogenblik geldende en in het Belgische recht omgezette Europese rechtsregels.

Le présent arrêté royal a pour objet de fixer la date d'abrogation de l'arrêté royal n° 43. De plus, il définit un certain nombre de dispositions transitoires dont le but est de permettre aux deux entreprises encore autorisées à ce jour d'adopter un statut adapté et à la Commission bancaire, financière et des assurances de prendre des mesures garantissant un dénouement ordonné des contrats en cours, dans le respect des intérêts des investisseurs.

#### Abrogation de l'arrêté royal n° 43

Les articles 1<sup>er</sup> et 5 du présent arrêté royal abrogent l'arrêté royal n° 43 du 15 décembre 1934 relatif au contrôle des sociétés de capitalisation, avec effet au 31 décembre 2007. Comme exposé ci-après, les entreprises qui, à cette date, ne satisfont pas aux exigences du statut pour lequel elles ont opté ou qui auraient choisi de ne pas demander de statut restent néanmoins soumises, aux fins du dénouement des opérations, aux dispositions de l'arrêté royal n° 43.

Dans un souci de clarté, l'arrêté royal du 12 mai 1938 portant règlement général du contrôle des entreprises de capitalisation, pris en exécution de l'article 13 de l'arrêté royal n° 43, est également explicitement abrogé, avec effet à la même date.

Vu les dispositions transitoires décrites ci-après, ce délai doit suffire aux entreprises concernées pour procéder aux adaptations nécessaires en vue de satisfaire aux exigences liées au statut d'entreprise d'assurances ou d'établissement de crédit.

#### Dispositions transitoires

Les articles 2, 3 et 4 définissent des dispositions transitoires dont le but est de permettre aux sociétés de capitalisation actuellement autorisées d'adopter un statut adapté ou de garantir un dénouement ordonné des contrats en cours, dans le respect des intérêts des investisseurs.

Au cours de l'année 2007, les entreprises concernées doivent, si elles souhaitent poursuivre leurs activités, introduire un dossier d'inscription afin d'obtenir un statut adapté. Les entreprises devront veiller à ce que la Commission bancaire, financière et des assurances puisse se prononcer définitivement à ce sujet au plus tard le 31 décembre 2007. Il est évident que ne devront introduire un dossier d'inscription que les sociétés de capitalisation qui ne disposent pas encore du statut souhaité d'entreprise d'assurances ou d'établissement de crédit.

#### Deux possibilités peuvent se présenter.

La première est qu'au 31 décembre 2007, l'entreprise satisfasse à l'ensemble des exigences liées au statut souhaité et soit dès lors inscrite.

Il est prévu que les entreprises agréées au plus tard le 31 décembre 2007 en tant qu'entreprises d'assurances puissent, pendant une période de transition qui se terminera le 31 décembre 2009, continuer à émettre des contrats de capitalisation en vertu de l'arrêté royal n° 43. La période de transition se justifie par la nécessité de donner à l'(aux) entreprise(s) concernée(s) le temps de développer de nouveaux produits correspondant aux exigences liées à leur nouveau statut.

Les contrats de capitalisation qui seraient émis par ces entreprises jusqu'au 31 décembre 2009 restent, jusqu'à leur échéance, soumis aux dispositions de l'arrêté royal n° 43 et des règlements pris pour son application.

Au cours de la période de transition, l'obligation de respecter, lors de l'émission de ces bons de capitalisation, les dispositions de la loi du 16 juin 2006 relative aux offres publiques d'instruments de placement et aux admissions d'instruments de placement à la négociation sur des marchés réglementés reste d'application. Ces dispositions portent principalement sur l'établissement d'un prospectus détaillant les informations nécessaires aux investisseurs potentiels.

Il n'est pas nécessaire de prévoir un tel régime transitoire pour les entreprises qui obtiendront le statut d'établissement de crédit. En effet, les établissements de crédit peuvent, dans le cadre de l'exercice normal de leurs activités, proposer des opérations d'épargne avec capitalisation d'intérêts.

La seconde possibilité est qu'au 1<sup>er</sup> janvier 2008, une entreprise ne satisfasse pas aux exigences liées au statut qu'elle a demandé ou ait choisi de ne pas demander de statut. Dans ces cas, il convient de prévoir un régime de dénouement.

Het voorliggend koninklijk besluit heeft als bedoeling de datum vast te leggen waarop het koninklijk besluit nr. 43 wordt opgeheven. Tevens bevat het een aantal overgangsmaatregelen om de twee op dit ogenblik nog toegelaten ondernemingen, de mogelijkheid te bieden een aangepast statuut aan te nemen en om de Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen de mogelijkheid te geven om maatregelen te nemen teneinde een geordende afwikkeling van de bestaande overeenkomsten te waarborgen met eerbiediging van de belangen van de beleggers.

#### Opheffing van het koninklijk besluit nr. 43

Overeenkomstig de artikelen 1 en 5 van dit besluit, wordt het koninklijk besluit nr. 43 van 15 december 1934 betreffende de controle op de kapitalisatieondernemingen opgeheven met ingang van 31 december 2007. Zoals hierna wordt uiteengezet blijven de ondernemingen die op die datum niet voldoen aan de vereisten van het door hen vooropgestelde statuut of die zouden hebben geopteerd om geen statuut aan te vragen, voor de afwikkeling van de verrichtingen evenwel verder onderworpen aan de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 43.

Het koninklijk besluit van 12 mei 1938 tot vaststelling van een algemeen reglement betreffende de controle op de kapitalisatieondernemingen, genomen in uitvoering van artikel 13 van het koninklijk besluit nr. 43, wordt voor de duidelijkheid eveneens met ingang van dezelfde datum expliciet opgeheven.

Gelet op de hierna beschreven overgangsmaatregelen moet deze termijn volstaan voor de betrokken ondernemingen om de nodige aanpassingen door te voeren om te voldoen aan de vereisten van het statuut van verzekeringsonderneming of kredietinstelling.

#### Overgangsmaatregelen

De artikelen 2, 3 en 4 bevatten een aantal overgangsmaatregelen om de op dit ogenblik toegelaten kapitalisatieondernemingen de mogelijkheid te bieden een aangepast statuut aan te nemen of om een geordende afwikkeling te waarborgen met eerbiediging van de belangen van de beleggers.

In de loop van 2007 zullen de betrokken ondernemingen, indien zij hun activiteit wensen verder te zetten, een inschrijvingsdossier moeten indienen met het oog op het bekomen van een aangepast statuut. De ondernemingen zullen ervoor moeten zorgen dat de Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen zich hierover definitief kan uitspreken uiterlijk op 31 december 2007. Het indienen van een inschrijvingsdossier zal uiteraard enkel dienen te gebeuren door de kapitalisatieondernemingen die thans nog niet beschikken over het gewenste statuut van verzekeringsonderneming of kredietinstelling.

#### Twee mogelijkheden kunnen zich voordoen.

Een eerste mogelijkheid is dat de onderneming voldoet aan alle vereisten van het gewenste statuut en is ingeschreven op 31 december 2007.

Voor de ondernemingen die uiterlijk op 31 december 2007 als verzekeringsonderneming zijn toegelaten, is voorzien dat zij gedurende een overgangperiode die afloopt op 31 december 2009 nog kapitalisatiecontracten volgens het koninklijk besluit nr. 43 mogen uitgeven. De overgangperiode is verantwoord doordat de betrokken onderneming(en) de tijd moet worden gegeven om nieuwe producten te ontwikkelen volgens de vereisten van het nieuwe statuut.

De kapitalisatiecontracten die zij zouden uitgeven tot 31 december 2009 blijven tot de vervaldag onderworpen aan de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 43 en de met toepassing ervan genomen reglementen.

De verplichting om bij de uitgifte van hun kapitalisatiebons de bepalingen van de wet van 16 juni 2006 op de openbare aanbidding van beleggingsinstrumenten en de toelating van beleggingsinstrumenten tot de verhandeling op een gereguleerde markt na te leven blijft in de overgangperiode van toepassing. Dit omvat in hoofdzaak het opstellen van een prospectus met de nodige informatie aan potentiële beleggers.

Voor ondernemingen die het statuut van kredietinstelling verkrijgen is er geen behoefte aan dergelijke overgangsregeling, vermits kredietinstellingen in hun normale activiteit spaarverrichtingen met interestkapitalisatie kunnen aanbieden.

Een tweede mogelijkheid is dat een onderneming vanaf 1 januari 2008 niet voldoet aan de vereisten van het door haar gevraagde statuut of dat zij zou hebben geopteerd om geen statuut aan te vragen. In deze gevallen dient in een afwikkelingsregeling te worden voorzien.

Attendu que, dans cette hypothèse, l'entreprise ne serait, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2008, plus soumise à aucun statut de contrôle, il est nécessaire qu'elle reste, aux fins du dénouement des contrats en cours, soumise aux dispositions de l'arrêté royal n° 43 et des règlements pris pour son application.

Il est notamment nécessaire que l'entreprise reste soumise aux dispositions de l'arrêté royal n° 43 parce que le régime de protection du consommateur prévu par cet arrêté royal, en particulier le privilège spécial sur les valeurs affectées en représentation des provisions techniques, doit rester d'application.

A partir de la date susmentionnée, l'entreprise concernée ne peut toutefois plus conclure de nouveaux contrats de capitalisation.

Dans ce cas, l'entreprise concernée doit également prendre immédiatement toutes les mesures appropriées afin de garantir un dénouement ordonné des contrats en cours, dans le respect des intérêts des investisseurs. L'entreprise doit ainsi mettre en œuvre un plan de dénouement qui doit être préalablement soumis à l'approbation de la Commission bancaire, financière et des assurances. Si l'entreprise reste en défaut d'établir un tel plan de dénouement, la Commission peut en imposer un d'office. La Commission peut, dans ce cadre, prendre les mesures prévues à l'article 26, § 2, alinéa 3 et § 4, de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances.

Il a été tenu compte des remarques émises par le Conseil d'Etat dans son avis du 8 février 2007.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
Le très respectueux et très fidèle serviteur,  
Le Ministre de l'Economie,  
M. VERWILGHEN

AVIS 42.13911  
DE LA SECTION  
DE LEGISLATION DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, saisi par le 22 janvier 2007, le Ministre de l'Economie, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal « portant exécution de l'article 27bis de l'arrêté royal n° 43 relatif au contrôle des sociétés de capitalisation », a donné le 8 février 2007 l'avis suivant :

PORTEE ET FONDEMENT JURIDIQUE DU PROJET

Le projet d'arrêté royal soumis pour avis a pour objet d'abroger l'arrêté royal n° 43 du 15 décembre 1934 relatif au contrôle des sociétés de capitalisation, avec effet au 31 décembre 2007. L'arrêté royal du 12 mai 1938 portant règlement général du contrôle des entreprises de capitalisation est également abrogé avec effet à la même date (article 1<sup>er</sup> du projet). Le projet comporte en outre un certain nombre de mesures transitoires permettant aux entreprises de capitalisation existantes d'opter pour le statut d'établissement de crédit ou pour celui d'entreprise d'assurances (articles 2 à 4 du projet).

Le texte en projet puise son fondement juridique dans l'article 27bis, alinéas 4 et 5, de l'arrêté royal n° 43 du 15 décembre 1934 précité, qui accorde le pouvoir au Roi, après avoir recueilli l'avis de la Commission bancaire, financière et des assurances, de prendre les dispositions transitoires nécessaires, en vue de permettre l'adoption par les entreprises de capitalisation autorisées au 1<sup>er</sup> janvier 1993 d'un statut d'établissement de crédit ou d'assurance et de fixer une date d'abrogation de l'arrêté royal n° 43 du 15 décembre 1934.

Vermits in deze hypothese de onderneming vanaf 1 januari 2008 niet meer onderworpen zou zijn aan een controlestatuut, is het noodzakelijk dat zij ter afwikkeling aan de bepalingen onderworpen blijft van het koninklijk besluit nr. 43 en de met toepassing ervan genomen reglementen.

Dit is inzonderheid nodig omdat de in het koninklijk besluit nr. 43 voorziene beschermingsregeling voor de consument, vooral inzake het bijzonder voorrecht op de dekkingswaarden tegenover de technische voorzieningen, van toepassing moet blijven.

De betrokken onderneming kan vanaf voormelde datum evenwel geen nieuwe kapitalisatiecontracten meer afsluiten.

De betrokken onderneming dient in dit geval ook onverwijld alle gepaste maatregelen te nemen om een geordende afwikkeling met eerbiediging van de belangen van de beleggers te waarborgen. Zij dient een afwikkelingsplan uit te werken dat vooraf aan de Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen ter goedkeuring moet worden voorgelegd. Indien de onderneming in gebreke blijft een dergelijk afwikkelingsplan uit te werken, kan de Commissie er ambtshalve één opleggen. De Commissie kan hierbij de maatregelen nemen die zijn voorzien in artikel 26, § 2, derde lid, en § 4 van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen.

Er werd rekening gehouden met de opmerkingen van de Raad van State vermeld in zijn advies van 8 februari 2007.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,  
Van Uwe Majesteit,  
De zeer eerbiedige en zeer getrouwe dienaar,  
De Minister van Economie,  
M. VERWILGHEN

ADVIES 42.139/1  
VAN DE AFDELING WETGEVING  
VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste kamer, op 22 januari 2007 door de Minister van Economie verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « tot uitvoering van artikel 27bis van het koninklijk besluit nr. 43 betreffende de controle op de kapitalisatieondernemingen », heeft op 8 februari 2007 het volgende advies gegeven :

STREKKING EN RECHTSGROND VAN HET ONTWERP

Het om advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit strekt ertoe het koninklijk besluit nr. 43 van 15 december 1934 betreffende de controle op de kapitalisatieondernemingen met ingang van 31 december 2007 op te heffen. Met ingang van dezelfde datum wordt ook het koninklijk besluit van 12 mei 1938 tot vaststelling van een algemeen reglement betreffende de controle op de kapitalisatieondernemingen, opgeheven (artikel 1 van het ontwerp). Daarnaast bevat het ontwerp een aantal overgangsmaatregelen ten einde de bestaande kapitalisatieondernemingen in staat te stellen het statuut te kiezen van kredietinstelling of verzekeringsonderneming (artikelen 2 tot 4 van het ontwerp).

De ontworpen regeling vindt rechtsgrond in artikel 27bis, vierde en vijfde lid, van het voornoemde koninklijk besluit nr. 43 van 15 december 1934, die aan de Koning de bevoegdheid verlenen om, na het advies van de Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen te hebben ingewonnen, alle nodige overgangsmaatregelen te treffen om de op 1 januari 1993 toegelaten kapitalisatieondernemingen in staat te stellen een statuut te kiezen als kredietinstelling of verzekeringsinstelling, en om de datum vast te stellen waarop het koninklijk besluit nr. 43 van 15 december 1934 wordt opgeheven.

## EXAMEN DU TEXTE

## Intitulé

L'intitulé du projet doit également faire mention de la date de l'arrêté royal auquel il est donné exécution.

## Préambule

1. Le premier alinéa du préambule du projet sera rédigé comme suit :

« Vu l'arrêté royal n° 43 du 15 décembre 1934 relatif au contrôle des sociétés de capitalisation, notamment l'article 27bis, inséré par la loi du 22 mars 1993 et modifié par l'arrêté royal du 25 mars 2003; ».

2. Immédiatement après le premier alinéa du préambule, on ajoutera un nouveau deuxième alinéa faisant référence à l'arrêté royal du 12 mai 1938 à abroger. Cet alinéa sera rédigé comme suit :

« Vu l'arrêté royal du 12 mai 1938 portant règlement général du contrôle des entreprises de capitalisation, modifié par l'arrêté royal du 8 juillet 1939, l'arrêté du Régent du 28 décembre 1948 et les arrêtés royaux des 17 mars 1962 et 10 novembre 1969; ».

3. L'alinéa du préambule qui fait référence à l'avis du Conseil d'Etat doit mentionner « l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° » des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

Article 1<sup>er</sup>

1. Le membre de phrase « sans préjudice des dispositions des articles 3 et 4 du présent arrêté » figurant à l'article 1<sup>er</sup>, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, du projet, étant superflu, il doit chaque fois être omis.

2. Sauf si les auteurs du projet souhaitent maintenir la date du 31 décembre 2007 dans les premier et deuxième alinéas de l'article 1<sup>er</sup>, cette mention peut également être chaque fois omise. Elle sera remplacée par la mention de la date du 31 décembre 2007 dans la disposition d'entrée en vigueur (article 5 du projet).

3. Les dispositions abrogatoires figurant dans les premier et deuxième alinéas de l'article 1<sup>er</sup> doivent être complétées par la mention des textes normatifs contenant des modifications encore en vigueur ayant été apportées aux arrêtés royaux concernés. A cet égard, il suffit de se reporter aux textes proposés sous les 1 et 2 des observations concernant le préambule du projet.

## Article 3

1. Par analogie avec l'article 27bis, alinéa 2, de l'arrêté royal n° 43 du 15 décembre 1934, l'article 3 du projet peut être complété par le membre de phrase « et les règlements pris pour son application ». Une observation similaire s'applique à l'égard de l'article 4, alinéa 2.

2. Dès lors que l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du projet mentionne déjà l'intitulé de l'arrêté royal n° 43 du 15 décembre 1934, il suffit d'écrire chaque fois à l'article 3, « de l'arrêté royal n° 43 précité », sans répéter son intitulé. La même observation s'applique à l'égard de l'article 4 du projet.

3. Pour des raisons de correction de la langue, dans le texte néerlandais, on remplacera le mot « afsluiten » par le mot « sluiten ». L'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, sera adapté de la même manière.

## Article 4

Dans un souci de clarté, on écrira à l'article 4, alinéa 3 : « Elles doivent prendre toutes les mesures appropriées pour garantir un dénouement ordonné de leurs opérations de capitalisation, dans le respect... ».

## ONDERZOEK VAN DE TEKST

## Opschrift

In het opschrift van het ontwerp dient tevens melding te worden gemaakt van de datum van het koninklijk besluit waaraan uitvoering wordt gegeven.

## Aanhef

1. Men redigere het eerste lid van de aanhef van het ontwerp als volgt :

« Gelet op het koninklijk besluit nr. 43 van 15 december 1934 betreffende de controle op de kapitalisatieondernemingen, inzonderheid op artikel 27bis, ingevoegd bij de wet van 22 maart 1993 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 maart 2003; ».

2. Onmiddellijk na het eerste lid van de aanhef moet een nieuw tweede lid worden toegevoegd waarin wordt verwezen naar het op te heffen koninklijk besluit van 12 mei 1938. Dat lid dient te luiden :

« Gelet op het koninklijk besluit van 12 mei 1938 tot vaststelling van een algemeen reglement betreffende de controle op de kapitalisatieondernemingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 juli 1939, het besluit van de Regent van 28 december 1948 en de koninklijke besluiten van 17 maart 1962 en 10 november 1969; ».

3. In het lid van de aanhef waarin wordt verwezen naar het advies van de Raad van State dient melding te worden gemaakt van « artikel 84, § 1, eerste lid, 1° » van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

## Artikel 1

1. In artikel 1, eerste en tweede lid, van het ontwerp, moet de zinsnede « behoudens het bepaalde in de artikelen 3 en 4 van dit besluit » telkens als overbodig worden geschrapt.

2. Tenzij de stellers van het ontwerp de vermelding van de datum van 31 december 2007 wensen te behouden in het eerste en het tweede lid van artikel 1, kan ook die vermelding telkens worden geschrapt. In de plaats ervan dient in de bepaling van inwerkingtreding (artikel 5 van het ontwerp) melding te worden gemaakt van de datum van 31 december 2007.

3. De opheffingsbepalingen in het eerste en het tweede lid van artikel 1 dienen te worden vervolledigd met de vermelding van de normatieve teksten die nog van kracht zijnde wijzigingen bevatten van de betrokken koninklijke besluiten. Wat dat betreft, kan worden volstaan met een verwijzing naar de tekstvoorstellen onder 1 en 2 van de opmerkingen bij de aanhef van het ontwerp.

## Artikel 3

1. Naar analogie van artikel 27bis, tweede lid, van het koninklijk besluit nr. 43 van 15 december 1934 kan artikel 3 van het ontwerp worden aangevuld met de zinsnede « en de met toepassing ervan genomen reglementen ». Een gelijkaardige opmerking geldt ten aanzien van artikel 4, tweede lid.

2. Aangezien het opschrift van het koninklijk besluit nr. 43 van 15 december 1934 al wordt vermeld in artikel 1, eerste lid, van het ontwerp, volstaat het om in artikel 3 telkens te schrijven « van het voornoemde koninklijk besluit nr. 43 », zonder herhaling van het opschrift van dat besluit. Dezelfde opmerking geldt ten aanzien van artikel 4 van het ontwerp.

3. Om taalkundige redenen vervange men het woord « afsluiten » door het woord « sluiten ». Dezelfde aanpassing dient in artikel 4, eerste lid, te worden aangebracht.

## Artikel 4

Ter wille van de duidelijkheid schrijve men in artikel 4, derde lid : « Zij dienen alle gepaste maatregelen te nemen om een geordende afwikkeling van hun kapitalisatieactiviteiten te waarborgen met eerbiediging van... ».

## Article 5

Compte tenu de l'observation relative à l'article 1<sup>er</sup>, sous 2, on rédigera l'article 5 du projet comme suit :

« Le présent arrêté entre en vigueur le 31 décembre 2007 ».

La chambre était composée de :

MM.

M. VAN DAMME, président de chambre;

J. BAERT, W. VAN VAERENBERGH, conseillers d'Etat;

M. RIGAUX, M. TISON, assesseurs de la section de législation;

Mme G. VERBERCKMOES, greffier.

Le rapport a été présenté par Mme I. VOS, auditeur adjoint.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. M. VAN DAMME.

Le greffier,

G. VERBERCKMOES.

Le président,

M. VAN DAMME.

## Artikel 5

Rekening houdende met wat is opgemerkt onder 2 bij artikel 1, redigere men artikel 5 van het ontwerp als volgt :

« Dit besluit treedt in werking op 31 december 2007 ».

De kamer was samengesteld uit :

de heren :

M. VAN DAMME, kamervoorzitter;

J. BAERT, W. VAN VAERENBERGH, staatsraden;

M. RIGAUX, M. TISON, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevr. G. VERBERCKMOES, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de Mevr. I. Vos, adjunct-auditeur.

De griffier,

G. VERBERCKMOES.

De voorzitter,

M. VAN DAMME.

**20 MARS 2007. — Arrêté royal portant exécution de l'article 27bis de l'arrêté royal n° 43 du 15 décembre 1934 relatif au contrôle des sociétés de capitalisation**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 43 du 15 décembre 1934 relatif au contrôle des sociétés de capitalisation, notamment l'article 27bis, inséré par la loi du 22 mars 1993 et modifié par l'arrêté royal du 25 mars 2003;

Vu l'arrêté royal du 12 mai 1938 portant règlement général du contrôle des entreprises de capitalisation, modifié par l'arrêté royal du 8 juillet 1939, par l'arrêté du Régent du 28 décembre 1948 et par les arrêtés royaux des 17 mars 1962 et 10 novembre 1969;

Vu l'avis de la Commission bancaire, financière et des Assurances rendu le 28 novembre 2006;

Vu l'avis n° 42.139/1 du Conseil d'Etat, donné le 8 février 2007, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de notre Ministre de l'Economie,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Dispositions abrogatoires*

**Article 1<sup>er</sup>.** L'arrêté royal n° 43 du 15 décembre 1934 relatif au contrôle des sociétés de capitalisation, modifié par l'arrêté royal n° 307 du 30 mars 1936, par la loi du 22 mars 1993 et par l'arrêté royal du 25 mars 2003, est abrogé avec effet au 31 décembre 2007.

L'arrêté royal du 12 mai 1938 portant règlement général du contrôle des entreprises de capitalisation, modifié par l'arrêté royal du 8 juillet 1939, par l'arrêté du Régent du 28 décembre 1948 et par les arrêtés royaux des 17 mars 1962 et 10 novembre 1969, est abrogé avec effet au 31 décembre 2007.

CHAPITRE 2. — *Dispositions transitoires*

**Art. 2.** A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2008, seuls les établissements de crédit et les entreprises d'assurances qui disposent de l'agrément requis pourront exercer des activités de capitalisation en faisant appel public à l'épargne.

**Art. 3.** Les sociétés de capitalisation qui, au moment de l'abrogation de l'arrêté royal n° 43 précité, disposent d'un agrément d'entreprise d'assurances peuvent, jusqu'au 31 décembre 2009, conclure des contrats de capitalisation régis par les règles de l'arrêté royal n° 43 précité et des règlements pris pour son application.

**20 MAART 2007. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 27bis van het koninklijk besluit nr. 43 van 15 december 1934 betreffende de controle op de kapitalisatieondernemingen**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 43 van 15 december 1934 betreffende de controle op de kapitalisatieondernemingen, inzonderheid op artikel 27bis, ingevoegd bij de wet van 22 maart 1993 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 maart 2003;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 mei 1938 tot vaststelling van een algemeen reglement betreffende de controle op de kapitalisatieondernemingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 juli 1939, het besluit van de Regent van 28 december 1948 en de koninklijke besluiten van 17 maart 1962 en 10 november 1969;

Gelet op het advies van de Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen gegeven op 28 november 2006;

Gelet op het advies nr. 42.139/1 van de Raad van State, gegeven op 8 februari 2007, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van onze Minister van Economie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK 1. — *Opheffingsbepalingen*

**Artikel 1.** Het koninklijk besluit nr. 43 van 15 december 1934 betreffende de controle op de kapitalisatieondernemingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 307 van 30 maart 1936, de wet van 22 maart 1993 en het koninklijk besluit van 25 maart 2003, wordt opgeheven met ingang van 31 december 2007.

Het koninklijk besluit van 12 mei 1938 tot vaststelling van een algemeen reglement betreffende de controle op de kapitalisatieondernemingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 juli 1939, het besluit van de Regent van 28 december 1948 en de koninklijke besluiten van 17 maart 1962 en 10 november 1969, wordt opgeheven met ingang van 31 december 2007.

HOOFDSTUK 2. — *Overgangsbepalingen*

**Art. 2.** Het uitoefenen van kapitalisatieverrichtingen, via het openbaar aantrekken van spaargelden, is vanaf 1 januari 2008 enkel mogelijk door kredietinstellingen en verzekeringsondernemingen die beschikken over de vereiste vergunning of toelating.

**Art. 3.** De kapitalisatieondernemingen die op het ogenblik van de opheffing van het voornoemde koninklijk besluit nr. 43, beschikken over de toelating als verzekeringsonderneming, kunnen tot 31 december 2009 kapitalisatiecontracten sluiten beheerst door de regels van het voornoemde koninklijk besluit nr. 43 en de met toepassing ervan genomen reglementen.

**Art. 4.** Les sociétés de capitalisation qui, au moment de l'abrogation de l'arrêté royal n° 43 précité, ne disposent pas d'un agrément d'entreprise d'assurances ou d'établissement de crédit ne peuvent plus conclure de nouveaux contrats de capitalisation à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2008.

Les entreprises visées à l'alinéa précédent restent, pour les besoins du dénouement de leurs activités de capitalisation, soumises à l'arrêté royal n° 43 précité et aux règlements pris pour son application.

Ces entreprises doivent prendre toutes les mesures appropriées pour garantir un dénouement ordonné de leurs activités de capitalisation, dans le respect des intérêts des investisseurs. A cette fin, elles mettent en œuvre un plan de dénouement qu'elles soumettent préalablement à l'approbation de la Commission bancaire, financière et des assurances. Si une entreprise reste en défaut d'établir un tel plan de dénouement, la Commission peut en imposer un d'office. La Commission peut également prendre, à l'égard de ces entreprises, toutes les mesures prévues à l'article 26, § 2, alinéa 3, et § 4, de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances.

#### CHAPITRE 3. — Dispositions finales

**Art. 5.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 6.** Notre Ministre qui a l'Economie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 mars 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,  
M. VERWILGHEN

**Art. 4.** Kapitalisatieondernemingen die op het ogenblik van de opheffing van het voornoemde koninklijk besluit nr. 43, niet beschikken over de toelating als verzekeringsonderneming of over de vergunning als kredietinstelling, kunnen geen nieuwe kapitalisatieovereenkomsten meer sluiten vanaf 1 januari 2008.

De ondernemingen bedoeld in het vorige lid blijven onderworpen aan het voornoemde koninklijk besluit nr. 43 en de met toepassing ervan genomen reglementen voor de behoeften van de afwikkeling van hun kapitalisatieactiviteiten.

Zij dienen alle gepaste maatregelen te nemen om een geordende afwikkeling van hun kapitalisatieactiviteiten te waarborgen met eerbiediging van de belangen van de beleggers. Hiertoe werken zij een afwikkelingsplan uit dat zij vooraf aan de Commissie voor het Bank-, Financier- en Assurantiewezen ter goedkeuring voorleggen. Indien een onderneming in gebreke blijft een dergelijk afwikkelingsplan uit te werken kan de Commissie er ambtshalve één opleggen. Zij kan tevens ten aanzien van deze ondernemingen alle maatregelen nemen voorzien in artikel 26, § 2, derde lid, en § 4 van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen.

#### HOOFDSTUK 3. — Slotbepalingen

**Art. 5.** Dit besluit treedt in werking op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 6.** Onze Minister bevoegd voor Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 maart 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Economie,  
M. VERWILGHEN

## GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

### VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

#### VLAAMSE OVERHEID

N. 2007 — 1632

[C — 2007/35562]

**30 MAART 2007.** — Decreet tot wijziging van het decreet van 7 mei 2004 betreffende de integrale jeugdhulp en van het decreet van 7 mei 2004 betreffende de rechtspositie van de minderjarige in de integrale jeugdhulp, wat het bestuurlijk beleid betreft, en tot bekrachtiging van sommige bepalingen van het besluit van de Vlaamse Regering van 31 maart 2006 betreffende het Departement Welzijn, Volksgezondheid en Gezin, betreffende de inwerkingtreding van regelgeving tot oprichting van agentschappen in het beleidsdomein Welzijn, Volksgezondheid en Gezin en betreffende de wijziging van regelgeving met betrekking tot dat beleidsdomein (1)

Het Vlaams Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Decreet tot wijziging van het decreet van 7 mei 2004 betreffende de integrale jeugdhulp en van het decreet van 7 mei 2004 betreffende de rechtspositie van de minderjarige in de integrale jeugdhulp, wat het bestuurlijk beleid betreft, en tot bekrachtiging van sommige bepalingen van het besluit van de Vlaamse Regering van 31 maart 2006 betreffende het Departement Welzijn, Volksgezondheid en Gezin, betreffende de inwerkingtreding van regelgeving tot oprichting van agentschappen in het beleidsdomein Welzijn, Volksgezondheid en Gezin en betreffende de wijziging van regelgeving met betrekking tot dat beleidsdomein.

#### Afdeling I. — Algemene bepaling

**Artikel 1.** Dit decreet regelt een gemeenschapsaangelegenheid.

#### Afdeling II. — Wijzigingen van het decreet van 7 mei 2004 betreffende de integrale jeugdhulp

**Art. 2.** In artikel 4, § 1, eerste lid, van het decreet van 7 mei 2004 betreffende de integrale jeugdhulp worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 1° wordt vervangen door wat volgt :

« 1° het decreet van 30 april 2004 tot oprichting van het intern verzelfstandigd agentschap met rechtspersoonlijkheid Kind en Gezin; »;

2° punt 3° wordt vervangen door wat volgt :

« 3° het decreet van 7 mei 2004 tot oprichting van het intern verzelfstandigd agentschap met rechtspersoonlijkheid Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap; ».